

POUR VOS DOSSIERS**Un an de gouvernement Meloni : un chemin tortueux mais résolu vers l'Europe**

La Fondation Robert Schuman, dont le président est M. Jean-Dominique GIULIANI, propose une étude de M. Lorenzo CASTELLANI, maître de conférences, professeur adjoint en histoire des institutions politiques à la LUISS (Libera Università Internazionale degli Studi Sociali) School of Government de Rome, intitulée "Un an de gouvernement Meloni : un chemin tortueux mais résolu vers l'Europe". Il nous a semblé intéressant d'en reproduire certains passages.

Les relations difficiles avec la France

"Les relations politiques entre la France et l'Italie n'ont pas toujours été faciles, même avant l'arrivée de Giorgia MELONI au gouvernement. Dans de nombreux dossiers financiers, économiques et industriels, les deux pays vivent depuis des années dans un climat de concurrence et de méfiance réciproque. La classe politique a toujours été particulièrement intolérante à l'égard des accords de grande envergure avec Paris, la France ayant souvent été perçue comme un rival capable d'acquiescer et de contrôler des pans importants du système économique italien, du secteur bancaire, des assurances. Pour ces raisons, la droite au pouvoir actuellement, plus encline au nationalisme que les autres forces, se méfie du partenariat politique avec Paris. Elle y voit la menace d'un pays plus fort et plus organisé pour l'autonomie économique et politique de l'Italie. Ce n'est donc pas un hasard si, à ce jour, le Traité du Quirinal, signé le 26 novembre 2021 par les chefs d'Etat des deux pays, reste un protocole d'entente cordiale qui n'a pas encore abouti à la coopération bilatérale renforcée souhaitée, précisément en raison de la méfiance qui règne entre les classes dirigeantes des deux pays.

Dans un premier réflexe, la France a fait preuve d'une grande méfiance à l'égard du gouvernement de Giorgia MELONI. En effet, les partis de la coalition gouvernementale italienne, tels que Fratelli d'Italia et Lega, sont proches ou alliés de partis français qui s'opposent à Emmanuel MACRON. Les déclarations acerbes de certains ministres français dans les jours qui ont suivi l'entrée en fonction du nouveau gouvernement italien témoignent de frictions politiques entre les deux gouvernements. Tensions qui ont éclaté au sujet de l'immigration, lorsque l'Italie a rejeté l'Ocean Viking, navire de l'ONG SOS Méditerranée chargé de migrants, qui a fait route vers le port français de Toulon. Le malentendu diplomatique entre les gouvernements, avec des accusations mutuelles, a suscité une forte controverse. Cependant, Giorgia MELONI, avec le soutien du président de la République italienne Sergio MATTARELLA, et Emmanuel MACRON se sont montrés plus pragmatiques et modérés que leurs ministres. Les deux pays semblent avoir retrouvé le chemin de la détente diplomatique, au moins sur les questions européennes. La France a soutenu les propositions italiennes sur l'immigration dans les différentes réunions européennes et a contribué à la médiation avec d'autres pays. Les deux Etats semblent avoir trouvé une plus grande harmonie sur les questions économiques, avec une meilleure coopération notamment sur la réforme du Pacte de stabilité et le développement de l'autonomie stratégique par le biais d'investissements européens en matière de technologie et de défense.

Une droite domestiquée ?

De nombreux observateurs internationaux craignaient qu'avec la victoire de la coalition de droite dirigée par Giorgia MELONI, l'Italie ne prenne le chemin de l'euroscepticisme et ne s'engage dans une politique économique insoutenable pour les finances de l'Etat. Un an après, il n'en est rien. Sur des questions fondamentales – budget public, NextGenerationEU, soutien à l'Ukraine – l'Italie s'est insérée dans le droit fil des politiques européennes sans résistance particulière. Sur d'autres

dossiers, comme l'immigration, les corporatismes, les politiques vertes, les droits civils, le gouvernement italien est resté fidèle à ses intentions électorales et à son identité politique. Cependant, si l'on considère les idées de départ, et le parcours de Fratelli d'Italia en particulier, on constate une maturation significative au cours de la première année de gouvernement Meloni, principalement en raison des limites imposées par les contraintes externes (financières et européennes). De nombreux éléments nationalistes et eurosceptiques ont été mis de côté et l'exécutif s'est intégré dans les mécanismes européens et s'est institutionnalisé, abandonnant les propositions et la rhétorique anti-establishment. Un processus également facilité par le rôle de Forza Italia, membre du Parti populaire européen (PPE), et notamment d'Antonio TAJANI.

Scénarios en vue des élections européennes

Les élections européennes de juin 2024 sont importantes pour trois raisons : l'intégration européenne, bien qu'incomplète, est de plus en plus pertinente pour les Etats membres, comme le démontrent le Plan de relance et les initiatives dans le domaine de la politique commerciale et industrielle ; les équilibres politiques sur lesquels la gouvernance européenne a été fondée au cours de la dernière décennie pourraient évoluer ; et une coordination toujours plus grande est nécessaire en termes de sécurité et de défense, compte tenu de la guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques croissantes en Afrique, au Proche-Orient, en Asie et, plus généralement, d'un renforcement du paradigme politique de la sécurité nationale. Plusieurs scénarios politiques sont possibles.

Le premier est que tout reste en l'état, c'est-à-dire avec une coalition centrée sur le triangle formé actuellement par les groupes PPE, S&D et Renew, avec toutefois deux tendances possibles : un poids plus important du PPE par rapport aux deux autres, ou une majorité plus étroite en raison de la croissance des autres groupes à "droite" et à "gauche". Dans ce cas, certaines politiques, telles que les politiques environnementales et industrielles, seraient conditionnées par un rééquilibrage politique avec une modération des aspects les plus progressistes de ces politiques.

Le deuxième est une extension de la prochaine coalition aux conservateurs européens ou à une partie d'entre eux. Cela peut inclure la stratégie de partis tels que Fratelli d'Italia, qui cherchent un moyen d'y participer dans les mois à venir. Dans une logique de négociation perpétuelle, certains conservateurs pourraient envisager de participer à une large coalition avec le centre-droit et le centre-gauche, sous certaines conditions telles que la réduction du dirigisme économique en matière environnementale, l'atténuation de l'accent mis sur les droits civils et l'intégration.

Le troisième, plus improbable, envisage un glissement très important vers la "droite" à la suite des élections. Dans un tel cas, une coalition entre les chrétiens-démocrates, les libéraux et les conservateurs, plus ou moins partiellement, pourrait voir le jour. Une idée qui est loin d'être certaine, compte tenu du résultat des élections en Pologne le 15 octobre dernier, avec la défaite du PiS et la victoire de l'opposition menée par Donald TUSK, ancien président du Parti populaire européen (PPE). Il est clair que, dans ce scénario, les points noirs programmatiques seraient plus importants, précisément parce que nous serions confrontés à une formule sans précédent.

Quel sera l'impact de ces élections sur l'Italie ?

D'abord, quel qu'il soit, le résultat du scrutin européen nous dira si la majorité gouvernementale italienne est encore forte ou non après deux ans au pouvoir et quel est l'équilibre entre ses différentes composantes. Ensuite, il permettra de comprendre si Fratelli d'Italia, éventuellement avec Forza Italia, entrera dans une nouvelle coalition en Europe, qu'elle soit de centre-droit ou élargie aux sociaux-démocrates. Une éventuelle entrée du parti de Meloni dans une "majorité" européenne serait pour elle une consécration sur le plan politique. Et cela donnerait à l'Italie un plus grand poids dans les négociations à venir, cruciales pour l'économie et la sécurité de l'Europe".